BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

21/10/1998

C 647 Volksgezondheid, Leefmilieu en Maatschappelijke hernieuwing

---

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

21/10/1998

C 647 Santé publique, Environnement et Renouveau de la Société

Sommaire

Mercredi 21 octobre 1998

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ - C 647

Question orale de M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les présidents de CPAS" (n° 1276)

(La réponse a été donnée par le secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement) 1

orateurs : MM. **Arens**, **Peeters**, secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement

Interpellation de M. Hubert Brouns au secrétaire d'Etat à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique, sur "l'exécution de la loi du 5 mai 1997" (n° 2076) 2

orateurs : MM. **Brouns**, **Peeters**, secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement

Inhoud

Woensdag 21 oktober 1998

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING - C 647

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de OCMW-voorzitters" (nr. 1276)

(Het antwoord werd verstrekt door de staatssecretaris voor Veiligheid en voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu) 1

sprekers : de heren **Arens**, **Peeters**, staatssecretaris voor Veiligheid en voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu

Interpellatie van de heer Hubert Brouns tot de staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid, over "de uitvoering van de wet van 5 mei 1997" (nr. 2076) 2

sprekers : de heren **Brouns**, **Peeters**, staatssecretaris voor Veiligheid en voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION PUBLIQUE DU MERCREDI 21 OCTOBRE 1998

PRÉSIDENCE de

Mme **Vanlerberghe**

La séance est ouverte à 10.25 heures.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING

OPENBARE VERGADERING VAN WOENSDAG 21 OKTOBER 1998

VOORZITTER :

Mevrouw **Vanlerberghe**

De vergadering wordt geopend om 10.25 uur.

Question orale de M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les présidents de CPAS" (n° 1276)

(La réponse sera donnée par le secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement)

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de OCMW-voorzitters" (nr. 1276)

(Het antwoord zal worden verstrekt door de staatssecretaris voor Veiligheid en voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu)

La **présidente** : La parole est à M. Joseph Arens.

M. **Joseph Arens** (PSC) : Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'Etat, les centres publics d'aide sociale veillent au respect du droit à la dignité humaine de chaque personne.

Avant d'aller plus loin, je remercie M. le secrétaire d'Etat de bien vouloir répondre à ma question.

La lutte contre les exclusions et la pauvreté demeure évidemment la principale mission des CPAS, mais se battre contre la pauvreté, ce n'est pas seulement octroyer un minimum vital, une subvention pour le loyer ou encore des frais de chauffage. Il s'agit également de permettre aux citoyens d'avoir accès au logement, à la formation et à l'emploi afin de pouvoir se réinsérer dans notre société.

La liste des compétences d'un CPAS est longue, ce qui implique, pour un président de CPAS, quelle que soit la taille du centre, une charge non négligeable de travail. Les responsabilités attachées à cette fonction sont importantes. Pour le mandataire qui veut assurer correctement sa fonction, il faut assurer la proximité avec le citoyen, l'étude des dossiers et une disponibilité permanente pour l'octroi des aides urgentes.

L'implication des décisions des responsables des CPAS est parfois lourde de conséquence, notamment au niveau de l'octroi des aides sociales.

Personnellement, je pense que le législateur doit revoir le statut de l'ensemble des mandataires de CPAS et essentiellement des petits CPAS. En effet, si l'on prend, par exemple, le cas d'un conseiller de CPAS, le montant des jetons de présence est peu élevé. De plus, il n'est pas attribué de la même manière dans les différentes provinces du royaume. Par exemple, un conseiller d'une commune de cinq à dix mille habitants touche 1150 F dans la province de Hainaut contre 1000 F dans la province de Luxembourg. De même, le régime pécuniaire du président de CPAS est identique à celui des échevins de la commune desservie par le centre. Or les rémunérations des échevins appartenant à de petites communes rurales ne sont pas très élevées.

Monsieur le secrétaire d'Etat, permettez-moi donc de vous poser quelques questions sur le sujet.

La révision du montant de ces jetons de présence peut-elle être envisagée dans un futur proche ? Ne serait-il pas possible de revaloriser le mandat de président de CPAS ?

La loi organique des CPAS dispose en son article 39 que le conseiller qui remplace le président de CPAS pendant un mois pourra bénéficier de la rémunération attachée à cette fonction. Ne serait-il pas plus logique d'octroyer un revenu dès que le conseiller remplace le président empêché sans imposer ce terme de trente ou trente et un jour ? Par exemple, si le conseiller exerce les fonctions du président pendant deux jours, qu'il lui soit octroyé deux trentièmes du traitement du président.

Voilà en quelques mots les questions que je souhaitais poser.

La **présidente** : La parole est au secrétaire d'Etat.

M. **Peeters**, secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement : Madame la présidente, monsieur Arens, vous avez enfin trouvé un département qui veut bien vous répondre, mais ma réponse ne

vous satisfera certainement pas. En effet, depuis les réformes institutionnelles de 1993, le chapitre 2 des lois organiques des CPAS qui règle ce problème est communautarisé et dépend donc des compétences des communautés.

Par conséquent, je ne peux vous répondre au nom des trois communautés de ce pays.

M. **Joseph Arens** (PSC) : Je vous remercie de cette réponse très brève.

Durant des mois, ma question a voyagé d'un département à l'autre, ne sachant pas si ce problème était communautarisé ou s'il dépendait toujours du fédéral. Vous précisez donc bien qu'il s'agit d'une matière communautaire ?

M. **Peeters**, secrétaire d'Etat : Absolument.

M. **Joseph Arens** (PSC) : Je souhaiterais encore une précision. C'est bien depuis juillet 1993 que cette matière est communautarisée ?

M. **Peeters**, secrétaire d'Etat : Il s'agit de la loi du 16 juillet 1993 qui modifiait la loi spéciale de 1980. Lors de cette réforme de 1993, le chapitre 2 de la loi organique des CPAS a été transféré aux communautés.

M. **Joseph Arens** (PSC) : Le statut financier des présidents de CPAS n'est-il pas lié au statut des échevins ?

Staatssecretaris **Peeters** : Het ene wordt geregeld in de nieuwe gemeentewet, het andere wordt geregeld in de organieke wet van de OCMW's. Historisch is er uiteraard een verbinding geweest en is er sprake van een analoge ontwikkeling, maar sinds 1993 zit dat niet alleen in een andere wetgeving maar ook op een ander competentieniveau.

M. **Joseph Arens** (PSC) : Nous allons faire vérifier tout cela. C'est évidemment surprenant puisque l'indemnité du président de CPAS est liée à celle des échevins et du bourgmestre.

La **présidente** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Interpellatie van de heer Hubert Brouns tot de staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid, over "de uitvoering van de wet van 5 mei 1997" (nr. 2076)

Interpellation de M. Hubert Brouns au secrétaire d'Etat à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique, sur "l'exécution de la loi du 5 mai 1997" (n° 2076)

De **voorzitter** : De heer Hubert Brouns heeft het woord.

De heer **Hubert Brouns** (CVP) : Mevrouw de voorzitter, mijn excuses dat ik u even liet wachten, maar ik wil u hieromtrent toch een hint geven. Ik zou het op prijs stellen indien u in de Conferentie van voorzitters de aandacht wil vestigen op het feit dat wij op dit moment in zoveel commissies tegelijkertijd zouden moeten aanwezig zijn. Wij worden ook nog verwacht in de plenaire vergadering als lid van de commissie voor de Binnenlandse Zaken. Ik stel vast dat men zich ook daar ergert aan het feit dat wij er niet zijn. Wij kunnen niet op verschillende plaatsen tegelijk zijn, met als gevolg dat de werkzaamheden in het honderd lopen.

Mijn interpellatieverzoek aan de staatssecretaris voor Leefmilieu houdt verband met de verplichtingen die wij hebben aangegaan ten aanzien van het beleid duurzame ontwikkeling. Wij hebben op 5 mei van vorig jaar in de Kamer inderdaad een goedkeuring gehecht aan een wet betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling. Dat ontwerp was een rechtstreeks uitvloeisel van het federaal regeerakkoord van juni 1995. Het is die wet die ons heel wat impulsen gaf en geeft om het beleid duurzame ontwikkeling in ons land ook echt vorm te geven. Wij zijn nu een jaar verder en wij hebben de evaluatie gehad van vijf jaar na Rio. Ik denk dat wij daar niet al te succesvol in zijn geweest. Ondertussen was er in december ook de conferentie van Kyoto. Dat waren telkens hoogtepunten in het beleid, waarbij zeer veel media-aandacht ging naar de intenties die daar werden geformuleerd. Die intenties moeten worden omgezet in wetgevend werk om de beoogde doelstellingen ook in te vullen. Er gaat bijna geen week voorbij zonder een conferentie of een congres waarin het aspect duurzame ontwikkeling ter sprake komt. Gisteren was er nog een Vlaams overleg duurzame ontwikkeling en volgens de verslaggeving was er daar toch ook wel enig pessimisme. Men sprak daar openlijk over een impasse en men zegde dat het beleid voor duurzame ontwikkeling maar moeizaam van de grond komt. In de komende dagen wordt ook een milieubeleidsevaluatie gemaakt van België door de bril van de OESO. Daar zullen hopelijk ook een aantal positieve evaluaties uit voortkomen, maar wellicht zal daar ook worden opgemerkt dat alles veel te langzaam op gang komt. Het is dus tijd om een stand van zaken op te maken en na te gaan of dat pessimisme verantwoord is, of er inderdaad sprake is van een moeizame vooruitgang. Wij moeten ons afvragen of wij datgene wat er wel al is gebeurd niet sterker in de verf moeten zetten en dus zelf een aantal positieve signalen geven om de pessimisten tegen te spreken. Daarbij rijst de vraag hoe het staat met een reeks nieuwe initiatieven die in het vooruitzicht werden gesteld, zoals het federaal rapport duurzame ontwikkeling, de oprichting van een interdepartementale commissie en ook het vooruitzicht op een betere werking van de federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling. Mijn interpellatie is dus ingegeven vanuit die pessimistische berichten dat alles te langzaam op gang komt en wij de vooropgestelde timing niet zullen halen. Ik hoop dat uit het antwoord van de minister blijkt dat de pessimisten ongelijk hebben en dat er wel degelijk heel wat positieve signalen kunnen worden gegeven, die aantonen dat het beleid duurzame ontwikkeling ook in ons land vorm begint te krijgen.

Vandaar ook de volgende concrete vragen betreffende het rapport. Krachtens de wet van 7 mei 1997 moet het rapport klaar zijn 18 maanden na de inwerkingtreding van deze wet. Zullen wij deze termijn halen en hoe staat het met de voorbereiding ? Hoeveel middelen worden er vrijgemaakt voor deze voorbereiding ? Hoeveel deskundigen werken hieraan mee en hoe verloopt de samenwerking met de Gewesten ? Welke zijn de krachtlijnen ? Hoe verloopt de procedure na de publicatie en op welke manier zal de federale Raad Duurzame Ontwikkeling zijn algemene adviserende functie vervullen ?

Een aantal vragen betreffen de interdepartementale commissie die werd samengesteld. Welke indruk heeft de minister over de werking van deze commissie ? Hoe vaak vergadert die commissie ? Wij horen daar weinig over. Welke zijn de thema's die men daar behandelt en welke zijn de doelstellingen van deze commissie ? Op welke manier zal deze commissie haar wettelijke rol vervullen bij de toekomstige aanpak van het plan zelf ?

Enkele vragen over de federale Raad Duurzame Ontwikkeling. Op een hoorzitting met de toenmalige nationale Raad voor Duurzame Ontwikkeling werden verschillende knelpunten in het functioneren van de raad aangehaald. Zijn deze knelpunten intussen weggewerkt ? Hoe verloopt de werking van deze raad en hoe is de samenwerking

tussen de raad en de regering ? De regering nam vorig jaar een aantal engagementen ten aanzien van deze raad. De vraag is of men deze engagementen ook kan nakomen. Welke adviezen heeft deze federale raad intussen uitgebracht ?

Al deze vragen wijzen erop dat wij een stand van zaken willen opmaken en zien of er inderdaad signalen zijn die kunnen aantonen dat er wel degelijk vooruitgang wordt geboekt.

De **voorzitter** : De staatssecretaris heeft het woord.

De heer **Peeters**, staatssecretaris voor Veiligheid en voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu : Mevrouw de voorzitter, voor de eerste publicatie van het federaal rapport, voorziet de wet van vorig jaar inderdaad een termijn van 18 maanden na de inwerkingtreding van de wet, dit betekent dus tot eind december 1998. De wet gaf ook de opdracht voor het opmaken van het federaal plan aan het federaal Planbureau waar nu in alle autonomie aan dit eerste rapport wordt gewerkt. Momenteel wordt de laatste hand gelegd aan een eerste ontwerpversie van het rapport, waarvan bepaalde onderdelen aan enkele experts buitenshuis worden voorgelegd. De huidige tekst moet aan de hand daarvan nog worden bijgeschaafd.

Volgens ons is het realistisch ervan uit te gaan dat de vooropgestelde timing niet zal worden gehaald en dat het ongeveer twee maanden langer zal duren vooraleer het federaal Planbureau dit rapport kan publiceren. Wij verwachten dit in de loop van de maand februari 1999. Het federaal rapport wordt momenteel voorbereid door de task force duurzame ontwikkeling, die in het najaar van 1997 binnen het federaal Planbureau werd opgericht. Sinds begin dit jaar omvat die task force negen onderzoekers waarvan één coördinator en sinds enkele maanden ook drie administratieve krachten. Naast drie economisten, die reeds vroeger ervaring hadden opgebouwd met duurzame ontwikkeling binnen het Planbureau en die voor een deel ook hun vroegere werkzaamheden blijven voortzetten, werd in het najaar van 1997 een selectieprocedure gelanceerd voor de aanwerving van verschillende personeelsleden voor de task force, namelijk één jurist, één landbouwkundig ingenieur, één bouwkundig ingenieur, één zoöloog, één socioloog en één sociaal pedagoog. Er is dus effectief een multidisciplinair team samengebracht binnen het Planbureau met mensen uit verschillende milieus, NGO's, academische milieus en ecoconsultingbureaus die daarvoor zijn vrijgesteld. Die permanente cel wordt ook aangevuld door enkele contractuelen die in het kader van specifieke onderzoeksopdrachten kunnen aansluiten bij de problematiek duurzame ontwikkeling binnen het federale Planbureau. Binnen de begroting 1998 werd aan het federale Planbureau voor die nieuwe taken in totaal 25,8 miljoen ter beschikking gesteld. Dat is een behoorlijk bedrag waarvan 4 miljoen voor de huur van bijkomende lokalen, 1,2 miljoen voor installatiekosten, 16 miljoen voor personeelskosten en 4 miljoen voor de werking is voorzien. Bij dit laatste zitten ook de secretariaats- en werkingskosten voor de interdepartementale commissie voor duurzame ontwikkeling.

Gelet op de vrij korte termijn waarover de task force beschikt om het eerste rapport op te stellen - in de praktijk zijn zij bezig sinds januari 1998 - werd ervoor gekozen te vertrekken vanuit een globaal analysekader en de selectie van een bepaald aantal thema's, die men zou uitwerken voor het eerste rapport. In dat eerste rapport zullen vooral de vier grote aandachtspunten van agenda 21, namelijk het sociaal, het economisch en het leefmilieu-aspect en de participatie van sociologische groepen aan het duurzaam ontwikkelingsbeleid worden uitgelegd en geaccentueerd. Het is ook duidelijk dat het federaal rapport vooral zal handelen over federale thema's. Er zijn wel contacten met gewestelijke ambtenaren die informatie aandragen maar voor het eerste rapport zullen er geen gestructureerde samenwerkingscontacten zijn met de Gewesten.

De interdepartementale commissie duurzame ontwikkeling is geïnstalleerd bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997, bij de aanduiding van de leden. De eerste vergadering heeft plaatsgevonden op 11 september 1997. Deze commissie werkt nu dus ongeveer één jaar. In dat eerste jaar heeft die interdepartementale commissie, waarin ambtenaren zetelen van de verschillende federale departementen, zeven algemene vergaderingen en elf bureauvergaderingen gehad. De eerste vergaderingen werden vooral besteed aan de opstelling van een huishoudelijk reglement, het verspreiden van de basisinformatie, het opzetten van overlegstructuren en het leggen van verbindingen met reeds bestaande overlegstructuren, zoals de diensten van wetenschapsbeleid, de ad-hoc coördinatiegroepen bij Buitenlands Zaken en dergelijke. Er werden ook een aantal werkgroepen opgestart rond de atmosfeer, rond de vergroening van overheidsdiensten en dergelijke. Momenteel buigt de commissie zich over een vrij gedetailleerde inventarisatie van de bevoegdheden van alle federale ministeries en openbare instellingen met betrekking tot de aspecten van duurzame ontwikkeling waar zij het debat zouden kunnen verrijken. Die inventarisatie zou samen met de vaststellingen van het eerste rapport van het federaal Planbureau de interdepartementale commissie in staat moeten stellen mee richting te geven aan het federaal Planbureau om het eerste federaal plan, dat eind 1999 moet verschijnen, effectief uit te werken.

De wet van vorig jaar heeft inderdaad een vrij stevige basis gelegd om de federale Raad Duurzame Ontwikkeling optimaal te laten functioneren. Wij stellen ook vast dat die raad op kruissnelheid begint te komen. Er zijn in de loop van het voorbije jaar, sinds de vernieuwde start in de tweede helft van 1997, verschillende adviezen door de raad goedgekeurd. Er is een advies geweest over de steun van het departement Ontwikkelingssamenwerking aan het internationaal landbouwonderzoek in het kader van de *Consultative Group on International Agricultural Research*, op vraag van collega Moreels; over het toekomstplan Belgische Ontwikkelingssamenwerking *Kleur bekennen* op vraag van het parlement; over de sectorale nota over het ABOS inzake landbouw en voedselveiligheid op vraag van collega Moreels; over de invloed van het klonen van planten en dieren op biodiversiteit en duurzame ontwikkeling op vraag van de minister van Wetenschapsbeleid; over de nota infrastructuur van het ABOS op vraag van collega Moreels en over de rol van België in de uitvoering van het protocol van Kyoto op mijn vraag. Op dit moment heeft de FRDO drie dossiers in behandeling : een advies over het multilaterale akkoord over investeringen op vraag van de minister van Economische Zaken, een advies op eigen initiatief in wording omtrent de uitvoering in België van de conventie biodiversiteit en een advies op eigen initiatief in wording over de nota *Consumer guide-lines* van de CS D7, de commissie voor duurzame ontwikkeling binnen het kader van de Verenigde Naties. Ik denk dat die lijst toch aangeeft dat verschillende overheidsinstanties geregeld een beroep doen op de raad en op zijn deskundigheid.

In het kader van zijn sensibiliseringsfunctie heeft de raad ook een aantal initiatieven genomen omtrent de oprichting van symposia. Het symposium over de invloed van het klonen van dieren en planten op biodiversiteit

en duurzame ontwikkeling vond plaats in februari 1998 en had een honderdtal deelnemers. Er was ook een symposium over het protocol van Kyoto in mei 1998, waaraan een driehonderdtal mensen hebben deelgenomen. De raad slaagt er dus goed in naar buiten te treden met zijn thema's en in het sensibiliseren van het middenveld en het stimuleren van het brede maatschappelijke debat.

De federale raad heeft ook zes werkgroepen opgericht rond het federaal plan, waarbij zij ook betrokken zijn : een werkgroep rond energie en klimaat, rond internationale betrekkingen, rond wetenschappelijk onderzoek, rond biodiversiteit en rond de sociaal-economische aspecten van duurzame ontwikkeling. Die werkgroepen vergaderen geregeld en participeren actief aan de voorbereiding van symposia, debatten en de adviesvoorbereidingen. De raad werkt vrij autonoom. De voogdijministers laten zich weinig in met het dagelijks beleid van de raad. Vanuit de verschillende voogdijdepartementen stellen wij wel personeel ter beschikking, zoals ook was toegezegd bij de bespreking van de wet vorig jaar. Men heeft een permanent secretariaat met zes personeelsleden, gedetacheerd vanuit ontwikkelingssamenwerking, leefmilieu en de diensten voor wetenschapsbeleid. De raad beschikt jaarlijks over een werkingsdotatie van 7,8 miljoen, waarover hij vrijelijk beschikt voor zijn personeels- en werkingskosten.

De **voorzitter** : De heer Hubert Brouns heeft het woord.

De heer **Hubert Brouns** (CVP) : Mevrouw de voorzitter, ik dank de staatssecretaris voor dit uitvoerig antwoord. Ik heb op al mijn vragen een antwoord gekregen, maar meteen blijkt ook uit de antwoorden dat het kenbaar maken van de veelheid aan initiatieven ook een opdracht is. De staatssecretaris heeft gezegd dat men inderdaad een aantal initiatieven, zoals symposia, ziet tot stand komen en daar bereiken wij uiteraard een aantal mensen mee. Ik denk dat wij ons ook moeten beraden over hoe wij een breed maatschappelijk forum kunnen creëren, een bewustwordingsproces in gang kunnen zetten en duidelijk maken dat er een aantal veranderingsprocessen noodzakelijk zijn indien wij ook effectief dat duurzaam beleid willen implementeren en doen toepassen. Ik ben mij er zeer van bewust dat dit een enorm moeilijk opdracht is en dat het beleid slechts vruchten draagt als wij de maatschappij dit veranderingsproces zelf kunnen doen inzetten. Het heeft geen zin grote en mooie plannen te maken. Ik herinner mij mijn allereerste uiteenzetting in het Vlaams Parlement die precies ging over de moeilijkheid om de zaken die men als beleidsmaker voorstelt, te vertalen naar de bevolking. Ik heb dat toen de "verinnerlijking van het beleid" genoemd.

Om daarin te slagen, denk ik dat de samenwerking met de Gewesten meer vorm moet krijgen dan dit nu het geval is. Ik hoor nu van de staatssecretaris dat hij de gewesten raadpleegt om heel wat gegevens te verzamelen. Zij beschikken inderdaad over heel wat knowhow en ik denk dat het belangrijk is dat die samenwerking gebeurt op basis van uitwisseling van gegevens en knowhow. Nadien zou er naar mijn mening ook een tweede samenwerking moeten worden opgezet waarbij men de Gewesten ook betrekt bij het creëren van het maatschappelijke forum, dat noodzakelijk is om dit beleid enige vorm te geven. Vandaar dat ik ervoor pleit dat met via een protocol of via andere middelen die samenwerking een vaste vorm zou geven.

Ik wil besluiten met de opmerking dat het wellicht niet slecht was om even een stand van zaken op te maken. Met de concrete antwoorden die hier werden geformuleerd kan men diegenen tegenspreken, die verkondigen dat er op dat vlak te weinig zou gebeuren of dat men te langzaam vooruitgaat.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.15 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 11.15 heures.*